

Colloque de l'Association Française de Science Politique

Avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris

« Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs »

Paris, Institut d'études politiques, 31 janvier et 1er février 2002

Le Parti civique démocratique, acteur central de la construction conflictuelle d'une démocratie de partis en République tchèque¹.

Magdaléna HADJIISKY

Quel rôle les partis politiques jouent-ils dans une démocratie en construction ? Un usage particulier est-il fait des modalités du fonctionnement interne des nouvelles entreprises politiques ? Le rôle que celles-ci donnent aux leaders, les modalités de prise de décision, les relations établies entre les divers échelons qui les composent, élaborent-ils une certaine vision du lien entre l'homme politique et le citoyen, ainsi que du rôle des partis en démocratie ? Quel est le type de lien établi entre l'organisation interne des partis et la forme prise par le nouveau régime ? Ces questions sont à la fois anciennes (que l'on songe aux problématiques de Moisei Ostrogorski) et chargées encore aujourd'hui d'une portée stratégique et légitimatrice considérable aux yeux des acteurs partisans et des producteurs de biens politiques dans leur ensemble. Elles sont incontournables lorsque l'on aborde en particulier l'étude de la fin des systèmes de type soviétique, symbolisés par l'emprise politique et fonctionnelle du Parti communiste. Le parti de type léniniste faisait du système pyramidal et centralisé de liaisons verticales, le gage de son unité et de son efficacité. Par réaction, les mobilisations de l'automne 1989 donnèrent naissance à des « forums » plutôt qu'à des « partis » non seulement pour des raisons tactiques (l'union face au Parti communiste dans des plates-formes consensuelles), mais aussi pour tenter une alternative, affirmer un rapport différent au politique, aussi décentralisé et ouvert aux citoyens volontaires que l'ancien régime était bureaucraté et gouverné par les nomenclatures. Au regard des slogans et réalisations de la « révolution de velours », l'évolution de la démocratie tchèque dans la période 1992-1996 est non seulement surprenante, mais prend le contre-pied de l'idéal participatif promu en 1989. Alors que la forme parti était fortement délégitimée en 1989-1990, la démocratie tchèque se caractérise aujourd'hui par une forme partito-centrée de professionnalisation politique.

¹ La contribution se centrera sur le cas de la République tchèque (en tant qu'Etat fédéré puis comme Etat indépendant) et n'abordera la question de la scission de la fédération tchécoslovaque que dans la limite du rôle directement joué par l'ODS en 1992-1993.

Pourtant, les études sur les plus récentes démocratisations s'arrêtent peu sur la question de la forme prise par les nouvelles organisations partisans, du sens attribué à telle ou telle forme d'organisation et de l'effet que peuvent avoir ces choix sur les pratiques et les modalités de légitimation de la démocratie en construction. Les nouvelles organisations politiques, partisans ou autres, sont ainsi quasiment absentes des modèles concernant les « transitions à la démocratie »². Prenant le contre-pied des approches fonctionnalistes précédemment dominantes, ces études s'attachent à montrer l'importance des coups échangés pendant la période de « transition ». Leurs modèles d'analyse font, à juste titre, des négociations entre les élites du régime autoritaire et les élites oppositionnelles démocrates, un moment crucial du processus de crise politique. Mais ce faisant, et parce que leur but est de produire une analyse susceptible d'aider à la réussite de processus de démocratisation, les auteurs tendent à ne considérer les mobilisations populaires que comme des facteurs de troubles susceptibles de provoquer la réaction armée des tenants du régime autoritaire. L'éventualité d'un soulèvement des « masses » est pris en compte. En revanche, le fait que ce soulèvement puisse conduire certains de ces groupes à s'organiser et à produire des élites est ignoré, de même que la possible concurrence entre ces élites émergentes et celles qui sont engagées dans la négociation au niveau central. Au-delà du constat de la nécessité, pour les « élites démocrates » de « maîtriser » leurs troupes³, la nature du lien entre les « élites » et les populations au nom desquelles sont censées négocier n'est pas analysée. Les partis politiques réapparaissent en revanche comme objet légitime dans les études sur la « consolidation démocratique »⁴, en tant qu'acteurs essentiels à la « stabilité » du régime. Dans ce cas, l'attention se porte plus volontiers sur les *systèmes* de partis susceptibles de garantir la stabilité gouvernementale, que sur la structuration d'un parti et la construction d'une identité partisane singulière.

Les chercheurs est-européens travaillant sur les partis et régimes politiques choisissent fréquemment une perspective assez comparable à celle des études sur la « consolidation démocratique ». Le point de vue adopté sur les partis politiques est finaliste ; il privilégie, là aussi, la stabilité du régime et l'efficacité gouvernementale sans que soit interrogée, par exemple, la représentativité des élus et cadres partisans et la capacité mobilisatrice des partis politiques. La relation à l'électeur est en elle-même assez peu étudiée ; c'est l'émergence ou

² G. O'Donnell, P. C. Schmitter, L. Whitehead, *Transition from the Authoritarian Rule : Prospects for Democracy*. Baltimore and London : John's Hopkins University Press, 1986.

³ Outre la somme pré-citée, voir sur ce point : P. Schmitter et T. Lynn Karl, « Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est », *Revue Internationale de Sciences Sociales*, 128, 1991 ou J. Higley, J. Pakulski et W. Wesolowski (eds) *Post-Communist Elites and Democracy in Eastern Europe*, New York : St Martin Press, 1998.

⁴ Pour une lecture critique du caractère « conservateur » des études en termes de « consolidation démocratique » qui sont fondées sur une vision formelle de la démocratie, voir l'article de N. Guilhot et P. C. Schmitter, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* » in *Revue Française de Science Politique*, 50 (4-5), août-octobre 2000, p.615-631. On peut regretter que cet article, qui livre une synthèse convaincante et utile des débats qui ont pu entourer ces approches, n'évoque qu'en sa toute fin et en une seule phrase une des principales critiques qu'on peut adresser aux études en termes de « transition démocratique ». Leur caractère normatif se fonde également sur une vision strictement institutionnelle de la démocratie qui intègre mal la variété des formes de légitimité qui peuvent exister ou co-exister dans les régimes démocratiques.

non d'un système de partis « viable » qui attire l'attention⁵. L'analyse des partis prend souvent la forme d'une tentative de les faire correspondre aux catégories existantes des typologies partisanes. Tout se passe comme si le « vrai » parti politique était d'avance connu d'après le modèle occidental ou à travers le prisme des écrits de science politique sur le sujet.

Dans ce domaine, une idée semble répandue au sein de la communauté des spécialistes des partis politiques est-européens : à l'exception des partis dits « traditionnels » qui ont continué à exister sous le régime soviétique, les partis politiques est-européens sont caractérisés par une faible base d'adhérents et une faible pénétration locale, par le rôle dominant dévolu aux leaders et une forte dépendance financière par rapport à l'Etat⁶. Reprenant la célèbre distinction établie par Maurice Duverger entre partis de cadres et partis de masse, les auteurs sont nombreux à insister sur les origines parlementaires des nouveaux partis politiques⁷ pour conclure à « l'efficacité » des partis de cadres dans le contexte centre-européen⁸ ou à la prédominance des partis « électoraux » et « catch all » selon les catégories élaborées par Angelo Panebianco et Otto Kirchheimer⁹. Cette faiblesse organisationnelle des partis politiques expliquerait la forte « centralité » des parlements dans les systèmes politiques centre-européens, les groupes parlementaires apparaissant comme plus légitimes que des appareils partisans en mal de représentativité¹⁰.

Petr Kopecky veut montrer par exemple que les partis centre-européens se sont rapidement rapproché des modèles actuellement les plus prégnants en Occident (et notamment le « parti cartel ») et il se réfère pour ce faire aux thèses de Peter Mair et Richard S. Katz à propos des organisations partisanes dans les démocraties occidentales¹¹. Prenant le contre-pied des analyses qui, dans la première moitié des années 1990, mettaient surtout l'accent sur la fragmentation partisane à l'Est, son projet est de montrer que, « comme les démocraties occidentales consolidées, ces nouvelles démocraties sont avant-tout des démocraties de

⁵ Voir par exemple la contribution de Jan Skaloud à l'ouvrage collectif dirigé par V. Dvorakova et A. Gerloch, *Krystalizace struktury politických stran v České Republice po roce 1989* (La cristallisation de la structure des partis politiques en République tchèque après 1989), « Optimalni pocet politických stran » (Le nombre optimal de partis politiques), p.8-13.

⁶ Voir par exemple la synthèse proposée par J.-M. De Waele et N. Bártoš - Féltonyi in *L'Emergence des partis politiques d'Europe centrale*, Bruxelles : Presses de l'Université de Bruxelles, 1998.

⁷ Nous entendons par nouveaux partis politiques les formations créées après 1989, à différencier des partis communistes et des partis autorisés dans le cadre des Fronts populaires dans certaines démocraties populaires (RDA, Tchécoslovaquie, Bulgarie). Ils peuvent être de création contemporaine (c'est le cas de l'ODS) ou avoir été refondés en 1989-1990 après 45 ans d'existence illégale en exil (le cas du Parti social-démocrate tchécoslovaque ou bulgare).

⁸ C'est le cas de J.-M. De Waele et N. Bártoš-Féltonyi, op. cité, p.327 et suivantes.

⁹ C'est notamment la thèse de Petr Kopecky sur la République tchèque, in : « Developing Party Organizations in East-Central Europe. What type of party is likely to emerge ? » *Party Politics*, 1 (4), 1995, p.515-534. Et « Parties in the Czech Parliament : From Transformative Towards Arena Type of Legislature ». P. G. Lewis, *Party Structure and Organization in East-Central Europe*, Cheltenham : Elgar, 1996, p.66-87. Lewis et Gortat vont également dans ce sens à propos de la Pologne : « Models of party development and questions of State dependence in Poland » *Party Politics*, 1 (4), 1995, p.599-608.

¹⁰ C'est notamment la thèse de Attila Agh in « The social and political actors of democratic transition » in A. Agh (ed.) *The emergence of East Central European Parliaments*. Budapest, 1994.

¹¹ P. Mair, « From civil society to the state » in P. Mair et R.S. Katz, *How parties organize : change and adaptation in party organization in Western Democracies*. London : Sage, 1994

partis »¹². Si on peut souscrire à cette affirmation dans le cas tchèque, il reste qu'aucune hypothèse n'est proposée pour expliquer ce phénomène ou pour en analyser les conséquences. Les effets, en termes de légitimité et d'identité partisans, d'un rapprochement entre les partis de gouvernement et l'Etat (modèle du « parti cartel ») dans un contexte de sortie d'un modèle politique fondé précisément sur l'imbrication revendiquée de l'Etat socialiste et du Parti communiste ne sont pas interrogés.

Les analyses pré-citées tendent à faire l'impasse sur la question de l'émergence du nouveau système politique et du travail de légitimation qui l'a accompagnée. On conçoit le changement politique comme passage d'un système consolidé à un autre système institué, mais pas les coups échangés pendant ce moment de passage et leurs effets sur les pratiques et les discours légitimes du jeu politique actuel. On sait pourtant que les périodes de changement de régime sont des moments historiques très particuliers caractérisés par une fluidité dont il faut pouvoir tenir compte dans l'analyse pour comprendre la façon dont l'identité des acteurs légitimes dans le champ et les pratiques du jeu politique sont renégociées¹³. Plus encore qu'à d'autres moments, les partis sont alors « à la fois producteurs et produits de ces types particuliers de marchés que sont les marchés politiques »¹⁴ comme des formes de légitimations qui vont y avoir cours.

En prenant appui sur le cas du Parti civique démocratique (ODS), nous insisterons sur sa filiation nous le verrons conflictuelle avec le Forum civique, pour proposer une lecture de l'émergence de nouveaux partis à l'Est qui donne sa place à la question de la concurrence entre diverses pratiques et formes de légitimité dans cette période de refondation du champ politique.

L'ODS est l'exemple d'un parti né dans une conjoncture de crise politique doublée d'un changement de régime, période marquée par l'effondrement des règles en vigueur dans les anciennes « démocraties populaires », période pendant laquelle les nouvelles règles du jeu deviennent l'enjeu principal de la compétition politique. Par la déssectorisation et la perte soudaine d'autonomie du politique qui la caractérisent, cette crise a permis l'entrée en politique d'économistes, ingénieurs, techniciens ou enseignants (professions majoritaires chez les élus et cadres partisans) qui n'avaient jamais eu d'activité publique avant de s'engager

¹² P. Kopecky, "Developing Party Organizations in East-Central Europe. What type of party is likely to emerge?", p.531.

¹³ Michel Dobry définit les crises politiques comme des périodes de « conjonctures fluides » où les acteurs font face à une « évasion des calculs » provoquée par une mobilisation multi-sectorielle qui, par définition, rompt la logique des transactions routinières. S'il place la conjoncture au centre de l'analyse, ce modèle n'interdit pas de penser l'institutionnalisation éventuelle de configurations initiées pendant les situations de crise : « les conjonctures fluides » peuvent « donner naissance à des institutions ou des cristallisations institutionnelles originales pouvant éventuellement survivre à une résorption de la fluidité dans laquelle elles sont apparues ». *Sociologie des crises politiques*. Paris : Presses de la FNSP, nouvelle édition 1992, p.145.

¹⁴ M. Offerlé, *Les partis politiques*. Paris : P.U.F., 3^e édition corrigée, 1997, p.28. En ce sens, ce que Michel Offerlé dit des partis politiques dans la phase de construction démocratique en Occident vaut également pour les démocratisations ultérieures, à savoir : « en décrivant cette émergence [celle des partis comme acteurs centraux de la compétition politique] comme le résultat naturel et nécessaire de la démocratie (parlementarisme et extension du suffrage), nombre d'auteurs se privent de réfléchir sur la contribution qu'ont apportée les entrepreneurs politiques à la configuration générale de la démocratie représentative ». *Ibidem*.

dans le Forum civique en 1989 et 1990 (où cette inexpérience même était une ressource facile à valoriser).

L'exemple tchèque montre bien l'importance de la mobilisation politique de 1989 et des solidarités qui se sont formées pendant la période d'institutionnalisation du mouvement. Il illustre la pertinence de la corrélation entre l'émergence d'une génération d'acteurs politiques et la forme que va prendre le jeu politique. Par leur action stratégique face à ceux qu'ils considéraient comme leurs principaux concurrents (les anciens dissidents) et face au modèle anti-partisan représenté par le Forum civique, les fondateurs de l'ODS se sont construit un espace singulier qui a permis la ré-acclimatation du parti dans le système politique tchèque. En faisant de leurs conditions particulières d'accès à la carrière politique une condition générale, ils ont contribué à associer intimement la légitimité politique à la carrière partisane.

Ce faisant, l'émergence et la consolidation de ces nouveaux entrants dans un jeu politique encore en construction ont largement favorisé la partisanisation de la démocratie tchèque. Une fois au gouvernement, l'ODS a contribué, par son action et son discours politiques, à réduire le degré d'incertitude politique liée à la période de transition en promouvant un modèle de démocratie partisane qui n'était pas, en tant que tel, prévu par les textes constitutionnels de 1992-1993. Les références à l'occident, au « parti standard de type occidental », à la démocratie « sans adjectif », au libéralisme thatchérien, ont, dans ce contexte, servi à réintroduire un élément de certitude, d'autant qu'ils alimentaient un style politique fondé sur une assurance délibérément affichée par les leaders et dans les slogans électoraux du parti.

1/ Le mouvement de 1989 : la recherche d'une alternative à la forme partisane d'organisation de la vie politique

Les débuts du changement de régime politique ont été marqués, en 1989 et 1990, par un fort sentiment anti-partisan, qui englobait tous les partis politiques et non le seul Parti communiste¹⁵. Les partis politiques apparaissaient comme une forme illégitime et ancienne, dépassée. La figure de « l'homme de parti » ou du « membre de parti » (*stranik*) était fortement délégitimée. La critique des « partis » était portée par certains des dissidents les

¹⁵ Lubomir Brokl, Zdenka Mansfeldova et Ales Kroupa écrivaient à ce propos, en 1993, qu'« il est compréhensible que les électeurs soient très défiants envers les partis politiques, compte-tenu de l'expérience de 40 ans de totalitarisme et de la crise des démocraties européennes de l'entre-deux-guerres. » pour ajouter : « Les partis politiques, cependant, sont essentiels pour le bon fonctionnement d'un système démocratique » et « la création d'un système de partis responsable, fort et très discipliné serait le facteur le plus intégrateur dans le système politique tchécoslovaque. ». in *The Structure of State Institutions*, Prague : Institute of Sociology, Background Studies, Mai 1993, p.18. De façon plus nuancée, V. Dvorakova et J. Kunc dans une contribution par ailleurs très stimulante sur la « Naissance du système de partis tchèque » (*Zrod ceskeho stranickeho systemu*) présentent la « réticence à former des partis politiques » comme un des traits « les plus forts, voire dominants » de la première période de la transition tchèque (novembre 1989 à juin 1990). Liée au passé de la dissidence, cette « réticence » est conçue comme un archaïsme par les auteurs : en effet, « certains dirigeants du FC avaient conscience de la nécessité de laisser exister des partis politiques standards » - les effets de ce « trait » distinctif ne sont malheureusement pas analysés. in V. Dvorakova et A. Gerloch (dirs.), *Krystalizace struktury politickych stran v Ceske republice po roce 1989* (La cristallisation de la structure des partis politiques après 1989). Praha : Ceska Spolecnost pro Politicke Vedy (Association tchèque de science politique), 1996, p.55-56.

plus connus, au premier rang desquels Vaclav Havel, qui poursuit sa critique des « méga-structures » partisans après son accession à la Présidence à la fin du mois de décembre 1989.

La première mouture d'organisation politique légitime après 1989 a été le Forum civique (FC). Créé par les groupes de la dissidence et de l'opposition au régime communiste réunis autour de Vaclav Havel le 19 novembre 1989, le mouvement avait rapidement bénéficié du ralliement des comités de grève créés dans tout le pays. Le FC avait été l'un des principaux organisateurs, en collaboration avec le mouvement étudiant, des grandes manifestations qui ont marqué la fin du régime de Gustav Husak pendant les journées de mobilisation de novembre et décembre. Dès ces premiers mois de mobilisation, la forme organisationnelle du mouvement dit « civique » avait pris une importance symbolique considérable¹⁶, jusqu'à devenir un des indicateurs d'une certaine vision de la sortie du soviétisme. En réaction avec le système précédent, le mouvement devait, aux yeux de ses fondateurs, reposer sur la décentralisation afin de mieux favoriser l'expression individuelle et l'engagement citoyen. Le primat donné à l'individu sur la structure avait pour but de faire renaître ce que le système antérieur avait détruit, c'est-à-dire, pour reprendre les termes qu'emploient Vaclav Havel, « la trame horizontale des rapports sociaux, seule à même de garantir la charpente d'une authentique vie politique »¹⁷. Aussi l'organisation interne du Forum civique privilégiait-elle le développement des relations dites « horizontale » associant les sections locales de même niveau, aussi clairement que l'ancien Parti communiste avait reposé sur une hiérarchisation strictement territorialisée des compétences (dite « liaisons verticales »). Selon le document constitutif du mouvement¹⁸, « le Forum civique ne crée aucune hiérarchie mais seulement un réseau horizontal avec tous les Forums civiques locaux rattachés à l'unique centre de coordination : le Centre de coordination n'est qu'un centre d'organisation, en aucun cas il n'est un centre de direction ». De façon symptomatique, le Forum civique n'était pas dirigé par un leader unique, mais par une direction collégiale. La direction exécutive du mouvement était portée aux voix à chaque assemblée du Forum civique pragois, qui se tenait tous les mois.

Pour favoriser la participation la plus large possible, l'adhésion au mouvement ne s'accompagnait d'aucune démarche formelle particulière et la multiplicité des courants de pensée était reconnue. L'engagement dans le Forum civique, comme la participation aux activités du mouvement, étaient basés essentiellement sur le volontariat. La position du FC est apparue si forte en 1989-1990 que beaucoup des concurrents du mouvement ont pu craindre qu'il n'accapare l'espace de la représentation politique. Le FC est le principal bénéficiaire du retrait négocié de la moitié des représentants communistes dans les assemblées électives : les premiers « élus » du FC en janvier et mars 1990 sont donc des membres du FC nommés à ces postes par les organisations locales et nationale du mouvement (ce qu'on a appelé le processus de « cooptation »). Vaclav Havel et ses conseillers, majoritairement issus de la dissidence et du FC, s'installent au « Château » (siège de la Présidence) à la fin du mois de décembre 1989. Le mouvement emporte d'ailleurs très largement les élections en Pays tchèques (la victoire de Public contre la Violence est claire, mais moins démonstrative en

¹⁶ Elle est au centre de certaines des premières réunions de la direction du FC qui ont lieu à la mi-décembre 1989.

¹⁷ Havel, V. « Le sens de la Charte 77 », *Essais Politiques*. Calmann-Levy, 1989, p.44.

¹⁸ « Qui sommes nous ? », version datée du 28 nov. 1989.

Slovaquie) : avec 58% des voix au Parlement fédéral, le FC obtient 68 des 150 sièges de la Chambre du Peuple ; avec 49.5% des suffrages au niveau de la République, le mouvement s'assure 127 de ses 200 mandats du Conseil national tchèque.

Le choix du FC de participer aux premières élections libres de juin 1990 provoque des réactions indignées de la part du Parti populaire (CSL) contre le « monopole » du FC et le risque de voir émerger un « Etat Forum civique ». D'autres petites formations créées (ou recrées) après novembre 1989 font le choix de quitter le Forum civique avant les élections de juin afin de se présenter sous leur propre bannière. Après le vote de la loi électorale et le choix du scrutin proportionnel, l'Union chrétienne démocrate (KDU) décide de se présenter indépendamment du Forum civique. Le Parti social démocrate refondé en décembre 1989 se scinde quant à lui en deux tendances : la première, menée par d'anciens sociaux démocrates revenus d'exil, refuse d'emblée l'association au Forum ; la seconde, minoritaire et personnifiée par l'ancien dissident Rudolf Battek, reste au Forum au nom de l'union face au Parti communiste.

La critique de la forme partisane reposait sur une réflexion propre à la période de la dissidence des années 1977-1989. Vaclav Havel mettait l'accent, dans ses écrits (il l'a fait à nouveau depuis lors, dans ses discours en tant que Président de la République), sur un des effets pervers du système soviétique : le repli de l'individu dans la sphère privée et son désintérêt complet pour le « bien commun » de la Cité¹⁹. Face à cette atomisation de la société post-soviétique, face aussi au système inégalitaire de la nomenklatura, le FC se donnait pour objectif de placer « le citoyen » au centre de la politique et d'encourager l'implication directe des citoyens dans les affaires publiques (au niveau communal comme au niveau national). En réaction avec l'organisation très bureaucratisée du Parti communiste soviétisé, l'organisation interne des entreprises politiques avait donc acquis une valeur symbolique et politique considérable.

La plupart des dissidents reprenaient par ailleurs à leur compte les critiques qui avaient été formulées dès l'entre-deux-guerres contre « la partitocratie » qui aurait perverti la première expérience de démocratie contemporaine en Pays tchèques pendant la Première République (1918-1938). L'institutionnalisation de la « petka »²⁰ formée par les états-majors des partis de la coalition gouvernementale contribua à donner de la négociation politique l'image d'une politique de « négociations de couloirs » ou « de cabinet » qui fut dénoncée dès les années 1930. Ceux des anciens dissidents qui ne partageaient pas la défiance qu'avait V. Havel envers les partis politiques, comme Petr Pithart, se prononçaient en revanche pour un système

¹⁹ Sur le phénomène de la dissidence en Europe centrale, ses origines historiques et ses réalisations intellectuelles et politiques, voir : J. Rupnik, *L'Autre Europe*. Paris : Odile Jacob, nouv. édition, 1993.

²⁰ La Première République avait en effet été dominée par un même parti politique, le parti agrarien, pivot des coalitions gouvernementales successives qui rassemblaient souvent les mêmes formations politiques. Considérée par l'historiographie traditionnelle comme un instrument de stabilité politique précieux dans l'Europe des années 1930 (voir par exemple V. Mamatey et R. Luza), la « petka » (réunion informelle des dirigeants des cinq partis de coalition) a été critiquée, après 1989, pour avoir enfermé la démocratie tchèque dans une politique de cabinet (Broklova E.). V. Mamatey et R. Luza, *La République tchécoslovaque. 1918-1938*, Paris, Librairie du Regard, 1987. E. Broklova, *Ceskoslovenska Demokracie [La démocratie tchécoslovaque]*, Prague, Sociologicky Nakladatelstvi, 1992.

constitutionnel de freins et contre poids capable de limiter l'influence des états-majors partisans.

Deux références négatives se renforcent donc l'une l'autre et expliquent la défiance d'une partie de la dissidence vis-à-vis des partis politiques : l'expérience récente du Parti communiste tchécoslovaque et de son emprise sur la société, d'une part, et la critique du rôle des partis politiques de gouvernement pendant la Première République, d'autre part. La réaction au système de l'Etat-Parti et la volonté d'empêcher toute forme d'impunité du pouvoir politique ont ainsi favorisé, dans un premier temps, une vision de la démocratie où les aspects traditionnels du gouvernement représentatif (pluripartisme ; élections libres et régulières) sont enrichis par l'importance accordée au renforcement de contre-pouvoirs, qu'ils soient juridiques (contrôle de constitutionnalité des lois), institutionnels (rôle de l'opposition parlementaire, existence d'une seconde chambre) ou étatiques (structure fédérale, protection des minorités ethniques, décentralisation régionale)²¹.

Pour les nouvelles formations politiques qui s'en réclament, la forme partisane est à cette époque un slogan, une prise de position en faveur de la démocratie dite « traditionnelle », mais aussi un handicap dans la compétition politique. L'un des fondateurs de l'Alliance civique démocratique (ODA), Daniel Kroupa, se rappelle que l'époque était marquée par une « forte réticence vis-à-vis de tout ce qui est partisan »²². Il évoque la réaction d'incrédulité ironique de certains face au choix de la forme partisane : « on se moquait de nous en prétendant que l'ère des partis politiques était passée, que commençait le temps de la politique civique libre, où se forment au plus des mouvements *ad hoc* »²³.

Ceux des dirigeants du FC qui veulent défendre malgré tout la « démocratie représentative traditionnelle », et donc, à leurs yeux, les partis politiques, préfèrent se réclamer d'une forme euphémisée du parti censée représenter la modernité politique occidentale. Le modèle partisan privilégié par exemple par l'ODA est décrit comme « souple » : « de même, les partis politiques américains n'ont pas de base solide, ils se reconstituent au moment des élections. Le parti conservateur britannique a également une structure souple qui repose sur des électeurs traditionnels et ne cherche pas à constituer une masse d'adhérents »²⁴. Soulignons que l'ODA est à l'époque un groupe politique formé en tant que membre collectif du Forum civique en décembre 1989 et qui n'a aucune représentation locale au-delà de quelques personnalités de la dissidence chrétienne à Brno ou Olomouc. Par la suite, le parti ne cherchera pas davantage à structurer une base territoriale étendue et favorisera presque exclusivement ses élus nationaux. Notons d'ailleurs que les groupes qui se réclament de la

²¹ C'est d'ailleurs ce qui apparaît dans le texte constitutionnel finalement adopté en 1992 et entré en vigueur au premier janvier 1993, période à laquelle se réfère Arendt Lijphart lorsqu'il qualifie la République tchèque de modèle typique d'une « démocratie consociative ». in « Democratization and Constitutional Choices in Czeco-Slovakia, Hungary and Poland, 1989-1991 », *Journal of Theoretical Politics*, 4 (2) (1992), p.216-217.

²² Citation extraite d'un recueil d'entretiens avec Daniel Kroupa, *Svoboda a rad* (Liberté et ordre). Prague : Eos, 1996, p.24.

²³ Ibidem.

²⁴ « OF bude stranou. Rozhovor s Danielem Kroupou » (Le Forum civique sera un parti. Entretien avec Daniel Kroupa » *Forum*, 25/1990, p.6.

forme partisane préfèrent dans leurs appellations, les termes d'Alliance ou d'Initiative à celui, négativement connoté, de « parti ».

Les fondateurs de l'ODA comme ceux d'un autre groupe politique de l'époque, *Demokraticka Iniciativa* (Initiative démocratique), insistent pourtant sur la « nature » partisane de leurs formations. Pour ces petites formations sans base d'adhérents et qui n'existent que grâce au soutien du Forum civique, il est important de réaffirmer la nature transitoire de ce dernier afin que le Forum ne se substitue pas aux « vrais » partis politiques. En se disant leaders de « partis », les fondateurs de ces formations entendent se présenter comme les défenseurs de la démocratie libérale débarrassée des scories du socialisme d'Etat. Dans un numéro spécial de la revue hebdomadaire attachée au FC (*Forum*)²⁵, le même Daniel Kroupa juge, au lendemain des premières élections libres emportées par le FC, que « les premiers pas par lesquels le FC s'est écarté de ses intentions initiales a été le choix de participer aux élections avec un programme et des listes électorales indépendantes » alors que « depuis le début du FC, j'ai toujours pensé qu'à sa place devraient apparaître des partis politiques de type civique ». Pour cela, « la direction du FC devrait être plus ouverte aux différentes opinions qu'elle ne l'est actuellement. Quand des courants suffisamment différenciés seront apparus en son sein, elle aura rempli son rôle principal : aider à la construction d'une structure politique pluraliste ». Le journaliste rétorque alors : « c'est l'opinion du représentant d'un parti, d'un promoteur strict de la démocratie pluraliste de type occidental. Il y a encore une possibilité de mouvement civique, d'ailleurs assez en vogue dans certains cercles occidentaux » et la réponse est sans appel : « Le rejet de l'idéologie ou de courants d'opinion déclarés est typique des socialistes déçus. Dans les années 1940 déjà, Friedrich Hayek avait décrit ce phénomène dans son livre *La route de la servitude*. ». Soulignons que l'auteur autrichien était l'une des lectures favorites des cercles philosophiques auxquels appartenaient les « pères fondateurs » de l'ODA (l'expression est tirée d'un fascicule retraçant l'histoire de la formation), Daniel Kroupa, Pavel Bratinka ou Tomas Jezek.

La direction du FC n'était pas unifiée sur cette question, tant s'en faut. Dans le même numéro spécial, l'un des fondateurs du KAN (Club des non-partisans engagés²⁶) Jaroslav Langer, se prononçait violemment contre les « partis de managers de type occidental, ces groupements construits uniquement pour la lutte pour le pouvoir et la carrière politique et qui s'adressent à des agences de publicité et où la politique devient comme tout autre produit commercial » et pour « une forme de démocratie directe, dans laquelle les clubs locaux arrangent les affaires locales et font remonter vers le haut du mouvement les questions plus générales »... Les dirigeants d'alors au FC (Ivan Fisera et Petr Kucera) défendaient quant à eux une position intermédiaire. Ils appelaient de leurs vœux un fonctionnement qui soit fondé un peu moins sur « l'improvisation » de 1989-1990 et qui comprenne une part de professionnalisation (le « réseau manager » dont parle Petr Kucera dans le même numéro) sans remettre en cause l'autonomie des cellules et des élus locaux ni la souplesse de l'adhésion au mouvement. La

²⁵ « Nova totalita ci ne ? » (Un nouveau régime totalitaire ?) *Forum* 25/1990.

²⁶ Le KAN (Klub Angazovanych Nestraniku), apparu initialement au printemps 1968, était l'un des seuls mouvements politiques indépendants (avec K-231) du Printemps de Prague. Il a été interdit dès le mois de septembre 1968, quelques jours après l'invasion du pays par les troupes du Pacte de Varsovie. Refondé en 1990 dans le cadre du FC, il s'est présenté ensuite aux élections de 1992 mais n'a pas obtenu de mandat.

grande différence avec Daniel Kroupa réside finalement dans l'identité de ce parti tout en « souplesse » : pour Fisera et Kucera il s'agit du FC, pour Kroupa, de l'ODA...

Les débats concernant le rôle du mouvement et son organisation interne ont été constants au FC. La participation aux élections (finalement, il est décidé d'y participer), le marquage des candidats (qui se résout par l'interdiction du double étiquetage au profil du seul FC), le degré de professionnalisation interne (création d'un réseau de « managers » locaux rémunérés pendant la campagne électorale), les modalités de la prise de décision, la dénomination et le degré d'autonomie des sections locales, les modalités d'adhésion, les relations le « centre » et les « périphéries », etc. sont étudiées par le menu et aucun arbitrage n'est anodin, tous renvoient à un sens historiquement et socialement construit. Chaque décision a été l'occasion pour le FC à la fois de s'engager encore davantage dans la construction de sa propre « marque » politique et de réaffirmer son « identité » de « mouvement souple et ouvert ».

Dans son discours électoral et sa pratique quotidienne, le FC a privilégié un fonctionnement décentralisé et anti-oligarchique. Le slogan choisi par le FC pour sa campagne électorale en juin 1990 insiste d'ailleurs sur cette caractéristique a-partisane : « Les partis sont pour leurs membres, le FC est pour tout le monde ! », avec une connotation alors péjorative du terme employé pour désigner les adhérents aux partis politiques (*straniky*). Ce slogan ne correspondait pas seulement aux conceptions des dirigeants du FC concernant la sortie du soviétisme. Il répondait aussi à leur vision de ce que « veulent les citoyens », ces « sans partis » (*nestraniky*) qui étaient, pour tous les compétiteurs politiques, la grande inconnue de la période de changement de régime. Les sociologues membres du FC et du comité de préparation des élections, Ivan Gabal et Marek Boguszak, conduisent une série d'enquêtes sur cette question dans les premiers mois de 1990, qui toutes donnent le même résultat : les « citoyens » « refusent de transformer le FC et Public contre la violence en partis politiques et sont favorables à la « décentralisation de la vie civique »²⁷. Aussi les fondateurs du FC tiennent-ils particulièrement à préserver le système de participation dénué d'adhésion formelle qui avait fait le succès du mouvement dans les semaines de mobilisation. Comprenant à la fois des membres collectifs et individuels, le FC n'a donc jamais été une coalition au sens strict du terme, comme l'auraient souhaité les petites formations membres du mouvement. Les instances du FC tenaient à protéger le statut de ces « sympathisants qui ne souhaitent appartenir à aucun parti politique »²⁸.

2/ La forme partisane revalorisée : « la voie vers l'économie de marché ».

A l'inverse, la forme parti a été assumée et revendiquée par l'équipe de Vaclav Klaus comme un slogan de prise de contrôle interne du FC. Un lien clair a été établi et peu à peu imposé entre l'efficacité du parti de « professionnels » et la rapidité comme la radicalité de la réforme vers l'économie de marché, que le ministre des Finances présentait comme son objectif

²⁷ Ivan Gabal évoque ces enquêtes dans le bulletin d'information interne du FC, *Informun*, notamment dans le numéro 17/90 du 21 février 1990.

²⁸ Ivan Fisera, « OF pred volbami », *Inforum* 10/90, 19.01.1990.

premier. A la « réunion de travail » qui réunit Vaclav Klaus nouvellement élu à la tête du FC²⁹ et les managers locaux et régionaux du FC, le leader prononce un important discours programmatique où il affirme : « En vue de nos activités futures, nous avons besoin d'un parti politique. Nous avons besoin d'un vrai parti politique, nous avons besoin d'un parti politique avec un programme clair, dont le cœur doit être la réforme vers une économie de marché fondée sur la propriété privée. »³⁰. Cette réunion de travail, qui avait pour mission de revoir le programme et la structure interne du mouvement, rassemblait deux « managers » de chacun des 75 *okres* (districts) que comptait alors la République tchèque, les responsables des 7 centres régionaux et les dirigeants nationaux du FC. Elle aboutit à l'élaboration des « thèses d'Olomouc » (la transformation du FC en parti politique fermement structuré avec le passage à l'économie de marché comme principal objectif) qui constituèrent la « ligne majoritaire d'Olomouc » à laquelle les futurs fondateurs de l'ODS se sont référés lorsque le mouvement finit par se scinder quelques mois plus tard en trois formations politiques concurrentes : l'ODS, l'ODA et le Mouvement civique (OH).

Par la suite, la forme partisane d'organisation, associée à l'image de l'entreprise et de l'efficacité managériale, devient la pierre angulaire de la construction identitaire de l'ODS. A la première réunion du Conseil exécutif de l'ODS, Vaclav Klaus dit vouloir créer un « parti standard », inspiré du Parti conservateur britannique. Les statuts de l'ODS définissent la nouvelle formation comme « un parti politique classique de type européen doté d'un programme de droite conservatrice ». Le groupe préparatoire chargé de la rédaction des statuts du nouveau parti prétend d'ailleurs s'inspirer de ceux du parti conservateur britannique... et Vaclav Klaus échoue de justesse à nommer la nouvelle formation Parti conservateur³¹. La prétendue « standardisation » de la vie politique et économique du pays est d'ailleurs l'un des leitmotifs du discours de l'ODS jusqu'à nos jours.

En créant l'ODS, Vaclav Klaus, tout en se positionnant clairement par rapport au leader Havel (déjà Président de la Fédération tchécoslovaque), rompt ostensiblement avec les idéaux de 1989 et renonce à toute forme de légitimation par la mobilisation de 1989. Le bureau central de l'ODS est réduit à 30 salariés dont 20 exécutifs car, dit-il, « le temps du provisoire révolutionnaire est terminé ». Une division du travail politique s'instaure, entraînant une forme de dépolitisation interne : « Seuls les politiques exécutifs font la politique, les autres transmettent l'information », déclare-t-il. Aussi est-ce « la tâche des régions de chercher des gens nouveaux qui n'aient pas hérité de la "révolution permanente", relique du Forum civique »³². Pour les fondateurs de l'ODS, avec le FC se termine la période « révolutionnaire » symbolisée par l'engagement de tous dans l'action politique. La fondation du nouveau parti est censée symboliser la spécialisation du politique et sa professionnalisation, le commencement d'une « vie politique normale » (discours introductif de V. Klaus au Congrès fondateur du parti, 20 avril 1991). La formation appelle de ses vœux

²⁹ Le 13 octobre 1990, l'assemblée républicaine du FC élit en effet Vaclav Klaus à la tête du mouvement, avec plus de 70% des suffrages. Face à lui se présentait Martin Palous, un ancien dissident philosophe de formation qui avait été soutenu par le président Havel.

³⁰ Retranscription de la réunion d'Olomouc des 8 et 9 décembre 1990, *Inforum* 52/90, 13 décembre 1990.

³¹ Archives de l'ODS. Premiers numéros des Bulletins internes (*Bulletin ODS*).

³² Archives internes de l'ODS : retranscription de la première réunion du Conseil exécutif du parti, 30 avril 1991.

l'avènement d'une nouvelle période, où la politique s'affirme comme une activité fortement spécialisée. Ce faisant, l'ODS contribue à la ré-émergence d'un modèle partisan bien éloigné de la souplesse anti-oligarchique privilégiée jusque-là : le parti se doit d'être « fermement structuré » et, de fait, l'équipe de Klaus va mettre rapidement en place une structure hiérarchique pyramidale laissant assez peu d'espace aux autonomies individuelles ou locales.

Pour comprendre ce tour de force et l'influence que va acquérir l'ODS sur le système politique tchèque après son accession au gouvernement en 1992, il faut la prise en compte d'autres éléments que la seule assurance du discours de Klaus et sa concordance avec « l'air du temps » libéral de l'époque de la sortie du soviétisme³³. La profession d'économiste pouvait être un facteur de renommée personnelle important en 1990, les exemples de Klaus, mais aussi de Vladimir Dlouhy³⁴ ou de Leszek Balcerowicz en Pologne, en attestent ; elle ne suffit pas à assurer le succès d'une formation politique, comme le montrent les échecs relatifs de l'ODA ou de l'Union de la liberté. Parce qu'il était dans une situation particulière au sein du FC, Vaclav Klaus a, en plus de celle de l'expert économiste, joué la carte de l'homme de parti, du leader qui se fait le porte-parole de la « base » contre les « tendances praguocentristes » de la direction du FC dominée par les « intellectuels » anciens dissidents. Ce discours était accompagné de toute une logistique qui a permis la construction d'un type de leadership partisan très « englobant », fournissant aux cadres et aux militants du parti une référence positive, un discours de légitimation et un profil de carrière.

Pour saisir l'ODS et l'influence que va avoir le nouveau parti sur la démocratie tchèque, il apparaît donc important de revenir à la période fondatrice, aux choix opérés et aux solidarités nouées à ce moment là. Or beaucoup d'auteurs passent rapidement sur cette période. Concentrés sur l'arène centrale de la vie politique, ils font de l'ODS un parti de source parlementaire. Certes, la présence de parlementaires élus sur les listes du FC parmi les premiers fondateurs de l'ODS a été un facteur important dans la structuration du parti de Vaclav Klaus. Les archives internes montrent que le comité préparatoire du futur ODS faisait du ralliement des députés élus sous la bannière FC une de leurs priorités³⁵. Ce dernier est divisé en trois groupes de travail, dont l'un a pour charge de renforcer le groupe parlementaire de l'ODS. En ce sens, l'ODS n'est effectivement pas un parti de naissance strictement extérieure au parlement. Il est cependant tout à fait excessif d'en faire un « parti de cadres » né du groupe parlementaire du FC, comme le font certains auteurs en se référant aux catégories forgées par Maurice Duverger. Pour ces derniers, le parti serait né de la scission du groupe parlementaire du Forum civique (FC). La fondation du parti en mars 1991 aurait été suivie, uniquement dans un second temps, par la formalisation organisationnelle du parti au niveau local en vue des élections de 1992 (emportées par l'ODS) et pendant les années de

³³ Ceci ne signifie pas que nous sous-estimons l'importance de l'idéologie libérale dans les pays d'Europe centrale après 1989. Il nous semble au contraire essentiel de comprendre en quoi le discours libéral a pu constituer à cette époque un discours de subversion libératoire au sortir des régimes de type soviétique. Cet aspect a été développé dans mon article « La démocratie par le marché. Le cas tchèque (1989-1996) », *Politix*, (47) 1999.

³⁴ Vladimir Dlouhy, qui a dès 1990 bénéficié d'une grande popularité personnelle, a été ministre fédéral de l'Economie puis ministre tchèque de l'Industrie, de 1990 à 1997. A la scission du FC, il s'est engagé dans l'ODA.

³⁵ Archives de l'ODS. *Bulletin ODS*, n°3, 20 mars 1991.

gouvernement (1992-1997)³⁶. A l'automne 1990, deux clubs concurrents (le Club interparlementaire de la droite démocratique et le Club libéral) se forment effectivement au sein du groupe parlementaire du FC. Il est, cependant, empiriquement inexact de faire de cette scission le début de l'ODS et de présenter l'organisation territoriale du parti comme émanant d'une volonté politique née au Parlement. S'arrêter à cette interprétation de l'ODS comme parti de cadres contribue à aplanir considérablement le phénomène ODS et à ne pas en comprendre les particularités.

Nos recherches³⁷ montrent clairement que ces deux phénomènes (différenciation au sein de la classe politique à Prague et divisions dans les rangs du FC) se sont produits parallèlement et non pas successivement et rien ne permet de donner une prééminence *a priori* à la création intra-parlementaire. Le comité préparatoire de l'ODS comptait effectivement un groupe de travail chargé de la relation avec les parlementaires susceptibles d'adhérer au nouveau parti. Un autre groupe qui n'attirait pas moins l'attention de la direction au même moment devait organiser le travail des managers régionaux et locaux du FC, chercher à les rallier à l'ODS et faire une campagne de pré-adhésions à l'attention des élus locaux du FC et des futurs membres de l'ODS dans les villes de grande et moyenne importance³⁸. Notre enquête confirme largement ce que certains chercheurs émettaient à titre d'hypothèse ou affirmaient sans trop s'y attarder³⁹ : l'ODS s'est construit avant tout en reprenant à son compte la

³⁶ C'est ainsi qu'est présentée la naissance de l'ODS chez certains chercheurs. En particulier, P. Kopecky, "Developing Party Organizations in East-Central Europe. What type of party is likely to emerge ?", op. cité, p.528 ou Michal Klíma pour lequel les nouveaux partis politiques issus du FC (entre lesquels il n'opère pas de distinction) ont "émergé au niveau des élites, généralement au sein du Parlement" et ont "construit leur organisation de haut en bas", ne réussissant pas à attirer beaucoup d'adhérents (sans faire là encore de distingo entre l'ODA et ses 2.800 membres et l'ODS avec ses 23.4000 membres) ni à développer une "structure organisationnelle suffisante" in "Consolidation and Stabilization of the Party System in the Czech Republic", Political Studies, XLVI, 1998, p.497.

³⁷ Ces recherches, entreprises en vue de la rédaction d'une thèse de doctorat, m'ont amenée à effectuer un long séjour en République tchèque (de novembre 1994 à mars 1997) afin de mener à bien une enquête en archives et par entretiens semi-directifs à Prague et dans les capitales provinciales de Brno et Ostrava. Elles ont été rendues possibles grâce à une allocation de recherche du Programme Europe du CNRS (Ministère de l'Enseignement et de la Recherche), à une bourse Lavoisier (ministère des Affaires étrangères) et grâce à l'accueil et à l'aide logistique du Cefres (Centre français de recherches en sciences sociales) à Prague.

³⁸ Le troisième groupe de travail préparait, sous la direction de Josef Zieleniec, le programme et les statuts du parti.

³⁹ V. Dvoráková et J. Kunc évoquent, parallèlement aux évolutions parlementaires, l'existence d'une "division dans les rangs du FC à propos de l'identité du mouvement : garder le large mouvement avec une structure organisationnelle minimale, ce qui convenait aux leaders historiques de la dissidence, ou transformer le FC en un parti politique standard avec une structure solide. Cette deuxième conception représentait une perspective de mobilité sociale et politique pour les activistes du FC dans les régions et dans les localités, que le ministre des Finances de l'époque, Vaclav Klaus, a réussi à attirer de son côté", p.60. Ils sont parmi les seuls à le faire dans la communauté des politistes. En revanche, l'Institut de sociologie de Prague a, dès le début des années 1990, lancé un important programme de recherches sur la politique locale. Ce sont eux qui soulignent le plus fréquemment d'une part la très bonne implantation locale du FC en 1990 et d'autre part la reprise d'une grande partie de l'héritage local du mouvement au profit du seul ODS (au détriment, donc, des deux autres mouvements héritiers : l'ODA et le mouvement civique, OH). Voir en particulier la synthèse de Ale_ Kroupa et Tomá_ Kosteleck_ : "Party Organization and Structure at National and Local Level in the Czech

structure organisationnelle du FC et en attirant à lui la grande majorité des militants et élus locaux⁴⁰. Une enquête fouillée⁴¹ montre que les transformations organisationnelles opérées au niveau local pour donner au mouvement un fonctionnement permanent et hiérarchisé ont commencé en réalité immédiatement après l'élection de Vaclav Klaus à la tête du FC le 13 octobre, donc bien avant la création de l'ODS. L'équipe de Klaus a pu s'appuyer sur le désarroi de militants et de permanents à la recherche de directives et de perspectives de carrière plus claires que celles présentées ou proposées par la direction pragoise du FC. En effet, si le choix avait été fait au FC de consolider le mouvement en vue de sa participation électorale, la formation des permanents comme la relation entre la direction et les échelons locaux restaient erratiques. Au niveau local, les entretiens que nous avons menés semblent indiquer que réaction à « l'improvisation » assumée de la direction pragoise varie considérablement en fonction de l'appartenance antérieure ou non aux groupes liés à la dissidence. Compte tenu de la faiblesse numérique et de l'inégale répartition territoriale de la dissidence en République tchèque, il n'est pas très étonnant que l'incompréhension l'ait finalement emporté sur l'adhésion, d'autant que les dirigeants et les élus du FC avaient fort peu d'attentions pour les militants du mouvement (peu de déplacements en province des personnalités les plus connues par exemple). Les leaders du FC se sont montrés peu désireux de s'investir dans la consolidation du mouvement⁴². La première moitié de l'année 1990 a été en effet à la fois une période d'expansion et de grande victoire électorale pour le FC, et une période de « fuite » du leadership, qui voit toutes les personnalités connues de la dissidence se dérober, à la suite de Havel, de la direction du mouvement au profit d'un investissement maximal au gouvernement (Petr Pithart en janvier 1990) ou d'un retrait définitif de l'activité politique (Jan Urban, au lendemain de la victoire électorale de juin). Dans le processus de construction de sa propre légitimité, Vaclav Klaus a ainsi rencontré les attentes d'une élite intermédiaire en situation de rattrapage au Forum civique, qui cherchait à clarifier les conditions de son entrée et de son action en politique.

Contrairement à ce que la présentation de l'ODS comme un parti de cadres pourrait laisser penser, le niveau local a joué un rôle crucial dans la structuration du nouveau parti politique. Le lien qui se crée lors de la fondation de l'ODS entre le leader Klaus et une élite émergente qui a commencé à s'investir en politique dans les échelons locaux du FC nous paraît un

Republic Since 1989 », in Paul G. Lewis (ed.), *Party Structure and Organization in East-Central Europe*, op. cité, p.89 à 119.

⁴⁰ En ce sens, une comparaison pourrait être instructive entre l'ODS et Forza Italia, autre formation politique que l'on présentait comme étant parti de zéro quelques mois avant d'emporter des élections législatives avec plus de 25% des voix (à vérifier dans le cas italien). Une telle comparaison pourrait montrer l'importance du contexte de crise politique et de reformulation des règles du jeu politique dans la si rapide émergence et dans le rapide succès de ces nouveaux partis politiques. Elle montrerait également l'importance des liens sociaux plus ou moins formalisés déjà existants qui ont été à l'origine de ces deux formations politiques. A la différence de Forza Italia, peut-être, l'ODS a construit immédiatement une structure organisationnelle assez hiérarchisée. La trame préexistante du FC ne doit pas masquer le tour de force politique et organisationnel qu'a été la constitution d'un parti très structuré à partir de ce maillage lâche et peu professionnalisé.

⁴¹ Les sources utilisées dans cette partie de l'enquête ont été glanées essentiellement en province, dans les archives internes du FC et de l'ODS à Ostrava et à Brno.

⁴² Ce phénomène est comparable à celui qui a conduit Geremek et Michnik à se consacrer entièrement aux réformes gouvernementales, au risque de perdre le contact avec les militants de base de Solidarité (qu'elles soient syndicales ou liées aux éphémères « comités civiques »).

élément essentiel de la structuration du nouveau parti. Au-delà du leader Klaus, l'ODS s'est formé grâce à l'adhésion d'acteurs locaux qui, comme lui, se sont engagés en politique en 1989-1990 à la faveur du FC sans avoir jamais fait de politique avant cette date. Les données biographiques dont nous disposons corroborent les entretiens que nous avons menés et indiquent clairement que la grande majorité des candidats et cadres de l'ODS ne s'étaient pas engagés politiquement avant 1989⁴³. Ces nouveaux entrants avaient besoin d'une organisation politique de soutien pour asseoir leur légitimité politique. La ré-acclimatation de la forme partisane dans la vie politique tchèque apparaît donc en premier lieu comme la conséquence d'une stratégie politique. Il s'agissait à la fois de prendre de vitesse les anciens dissidents et de fournir un cadre légitimant à une élite émergente désireuse de s'investir en politique.

Le pari de l'équipe de Vaclav Klaus a été à ce moment-là de ré-endorser une forme hiérarchisée et centralisée de parti politique, en lui donnant une signification nouvelle, éloignée du souvenir du Parti communiste. Elle a cherché à lui attribuer des connotations positives en associant cette forme de parti politique au passage rapide à l'économie de marché. Ce qui a fait la force de l'ODS face à ses concurrents en 1991-1996, c'est l'association entre la carte économique et la carte partisane. C'est ce qui fait l'originalité de l'ODS par rapport à d'autres formations libérales apparues au même moment en Europe centrale et qui comptaient plus exclusivement sur leur légitimité d'experts. Cette association est opérée à travers l'emprunt aux techniques managériales dans le travail partisan et par la valorisation de l'entrepreneur dans la construction identitaire du parti.

Les qualités (propriétés) valorisées en interne pour qualifier le parti et ses membres combinent la référence au monde de l'entreprise et la construction d'un appui local fermement relié au centre décisionnel. Constituées pendant la période fondatrice comme des instruments dans la compétition avec les autres membres du FC, ces qualités sont reprises dans les documents de propagande du parti et forment la base d'une forte identité partisane. L'emprunt aux techniques managériales dans l'organisation interne du mouvement a été le premier atout des futurs dirigeants de l'ODS lorsque Vaclav Klaus devient chef du FC le 13 octobre 1990. Leur première initiative est alors d'encadrer et de routiniser l'organisation du travail interne. Un échéancier précis de leurs tâches hebdomadaires est transmis aux sections locales. Le groupe des conseillers de Vaclav Klaus, dont beaucoup sont issus des sections locales du FC, forme le centre dirigeant du « réseau d'information » qui contrôle la communication entre la base et le sommet et est chargé de gérer la nouvelle « trame managériale » du FC. C'est alors en effet que le poste de manager local et régional est créé de façon pérenne : jusque-là les contrats étaient temporaires et ne duraient que durant la période de la campagne électorale ; à partir de novembre 1990, ils deviennent des contrats à durée indéterminée et interviennent après une procédure de recrutement assez large au sein des militants. Les structures régionales du FC sont consolidées et dotées de tâches essentiellement administratives et de contrôle (sélection de l'information à acheminer vers le haut). Cette transformation rapide des pratiques et du discours attachés aux rapports entre le centre et les bases locales n'a pas été sans provoquer des résistances. Certaines biographies électorales de candidats ODS reviennent sur cette question. Cependant, la majorité des anciens élus et managers locaux du FC finit, dans le courant de l'année 1991 et au début de l'année 1992, par adhérer à l'ODS.

⁴³ Ceci ne signifie pas qu'ils n'ont aucune histoire politique personnelle ou familiale, mais celle-ci ne les a pas menés à un engagement individuel actif.

Si le discours de légitimation y a tenu une grande part, le succès de l'association opérée par Vaclav Klaus entre le parti et l'économie de marché n'est pas uniquement une affaire de construction symbolique. Plus précisément, si cette construction symbolique a fonctionné et, en quelque sorte, « pris corps », c'est parce qu'elle donnait un sens à l'itinéraire professionnel et personnel de la majorité des acteurs engagés aux côtés de V. Klaus. Si les cadres et élus de l'ODS acceptent si facilement, en 1991, que le parti fonctionne comme une entreprise, alors que ce discours va à l'encontre de l'idéal participatif du FC, c'est en partie parce qu'ils avaient travaillé jusque-là dans de grands consortiums industriels en tant que techniciens, gestionnaires, ingénieurs en bâtiment, comptables, informaticiens, et qu'ils pouvaient se sentir à l'aise dans ce parti-entreprise en formation. L'emprunt aux techniques managériales dans l'activité politique leur permettait, dans cette période d'ajustement permanent propre au changement de régime politique, de retrouver des repères connus et valorisants. Le discours klausien a ainsi trouvé des relais faciles sur l'ensemble du territoire et ceci à moindre coût puisque les structures locales avaient été formées en 1989 au nom du FC.

Une étude détaillée des biographies électorales des candidats de l'ODS aux élections législatives de juin 1996⁴⁴ indique en effet la forte présence des professions économiques et industrielles. Plus de 40% des candidats⁴⁵ ont fait, avant 1989, des études supérieures dans les sciences économiques, financières, industrielles et techniques (avec une forte présence d'ingénieurs en bâtiment, électro-technique, mines). Il faudrait ajouter à ce groupe 7% des candidats qui ont à leur actif un bac technique (lycée industriel ou de gestion). A l'inverse, si on exclut le droit (3.4% des candidats), les sciences humaines et sociales font figure de parent pauvre : 8% seulement des candidats ont fait leurs études dans ces domaines (en histoire, psychologie et philosophie, notamment). Les sciences mathématiques et de la nature, médecine y compris, rassemblent quant à elles 12% des candidats.

Le monde de la grande entreprise, des combinats industriels aux conglomérats commerciaux, est très présent dans ces biographies : parmi les juristes, nombreux sont les juristes d'entreprise ou d'affaires. Les chimistes sont plus souvent d'anciens chercheurs en technologie chimique que des universitaires. Le tiers des candidats était, avant 1989, employé, gestionnaire ou cadre technique de grandes entreprises. Ce sont de loin les professions les plus représentatives des candidats ODS. Bien entendu, on note des variations selon les régions ou la place d'apparition sur la liste électorale, mais dans l'ensemble cette caractéristique est patente. Les autres anciennes professions les plus fréquentes sont l'enseignement dans le secondaire ou le primaire (10%), les professions médicales (9%) et les travailleurs manuels (8% des candidats).

⁴⁴ Ce matériel électoral a été distribué par courrier sur l'ensemble du territoire. Il comprend entre autres les présentations biographiques des candidats dans les 8 régions électorales que compte la République tchèque (5 en Bohême et 2 en Moravie). Ces données ont été croisées et corrigées ou complétées par d'autres sources, issues des archives ou d'annuaires politiques.

⁴⁵ Nous avons établi ces statistiques à partir des biographies de l'ensemble des candidats aux élections législatives de 1996. Nous ne faisons pas ici de distinction par région électorale ni par ordre d'apparition sur la liste. L'ODS présentait en 1996, 295 candidats.

Les références au monde de l'entreprise et à une sorte de professionnalisme managérial se retrouvent aussi dans le discours de propagande électorale du parti. Les brochures électorales pré-citées en sont une bonne illustration, tant sont nombreuses les références à la « bonne organisation », aux « réalisations concrètes », à la capacité de « faire vite et bien » de tel ou tel candidat. A titre d'exemple, citons un extrait de la présentation du candidat Vlastimil Vlcek, 40 ans, candidat dans la région électorale de Moravie du Sud, 17e sur la liste, diplômé de la faculté d'économie et de gestion de Brno.

« Député depuis 1992, membre de la commission économie où il cherche à faire valoir les intérêts des petites et moyennes entreprises, dont il connaît bien les problèmes. C'est un homme énergique, qui sait ce qu'il veut. Exactement comme vous vous représentez le manager d'une entreprise qui gagne. Toujours habillé sérieusement, il parle concret et clair, avec une argumentation précise. Il dort au maximum 6 heures par jour, est tout le temps en mouvement et quand il ne travaille pas, il lit l'Ekonom, Hospodarske Noviny ou Strategie ».

Ou encore, dans la même région, Vlastimil Barinka, 38 ans, 9è sur la liste, directeur adjoint des services départementaux (*okres*) délocalisés, ingénieur en bâtiment diplômé de la faculté de Brno. Avant 1991, il a travaillé comme ingénieur à l'usine de construction mécanique puis dans la coopérative agricole de la ville de Moravske Budejovice. La construction de l'hôpital de Trebice promis depuis 1950 mais jamais réalisé, est mis à son actif ainsi que la construction du nouveau bâtiment des archives départementales.

« Cet homme aime résoudre concrètement les problèmes et n'a pas peur des responsabilités. Il ne ressemble en rien au fonctionnaire traditionnel. Il est à tous égards un manager. Son hobby, c'est d'organiser son propre temps et celui des autres, analyser les problèmes, inventer des missions et mettre en place les équipes pour les résoudre ».

Au vu des parcours professionnels des candidats ODS avant et après 1989, il est clair que, pour beaucoup d'entre eux, le passage au politique a signifié une reconversion et une revalorisation professionnelles considérables, en dehors même de l'acquisition de mandats électifs. Une caractéristique ressort de ce point de vue des biographies pré citées : l'effondrement du système soviétique a occasionné pour beaucoup des candidats ODS une mobilité ascendante extrêmement rapide et des perspectives nouvelles de réalisation professionnelle. Les reconversions professionnelles totales (changement de domaine pour « réaliser son rêve ») ou partielles sont légion. Ce n'est pas l'objet de cet article de les détailler plus avant. Qu'il nous suffise ici de noter l'importance du passage à l'entrepreneuriat dans cette mobilité : un cinquième environ des candidats n'ayant pas de mandat national sont, au moment des élections, entrepreneurs ou artisans à leur compte⁴⁶. Les candidats valorisent alors leur domaine d'origine ou, pour quelques-uns, leur savoir-faire politique (ouverture d'entreprise de conseil en politique ou reconversion de celui-ci en marketing commercial). Cette trajectoire ascendante a pu conforter le sentiment que beaucoup d'entre eux expriment, de se sentir investis de la modernisation économique du pays.

⁴⁶ Puisque la chose était impossible avant 1989, ceci signifie que les candidats concernés ont créé leur petite entreprise ou leur cabinet (professions libérales) entre 1990 et 1996.

Le lien avec la réalité locale a été un second atout d'importance lors de la fondation de l'ODS. Face à des dirigeants présentés comme des intellectuels praguais coupés de la réalité du pays, Vaclav Klaus n'a eu de cesse de répéter son souhait que le nouveau parti soit « construit par le bas ». De fait, Klaus tient ce discours à un moment où, on l'a vu, les fondateurs du FC se désengagent de plus en plus de la direction du mouvement, ce qui a facilité la tâche de Klaus (lui-même chercheur en économie ayant toujours vécu à Prague) pour se présenter comme le candidat de la base du FC.

Concrètement, ce lien s'est traduit non pas par davantage d'autonomie accordée aux structures locales mais au contraire par le renforcement de ce que les dirigeants du nouveau parti appellent le lien « vertical », par contraste avec l'insistance du FC sur l'importance des « liens horizontaux » entre FC locaux. Ce lien s'est également concrétisé par de nombreux effets d'ascenseurs au bénéfice de ceux des membres du FC puis de l'ODS qui souhaitaient se professionnaliser en politique. Que ce soit dans l'équipe de campagne de Klaus, dans la direction partisane, ou sur les listes de candidats aux élections nationales, la présence des cadres et militants en provenance des régions est patente à l'ODS, beaucoup plus que dans d'autres partis comme l'ODA ou le KDU-CSL (Parti chrétien populaire) et tout autant qu'au Parti social-démocrate. Si on reprend les biographies électorales déjà citées, on constate d'ailleurs qu'un tiers des candidats sans mandat national occupe un emploi dans l'administration locale (services délocalisés), dans les ministères ou à l'ODS (comme permanents ou porte-parole locaux ou nationaux).

La bonne implantation organisationnelle de l'ODS⁴⁷ ne fait pas pour autant de l'ODS un « parti de masse » au sens traditionnel du terme. Si sa structure est centralisée et disciplinée (hostile aux fractions internes), le financement du parti ne repose pas essentiellement sur ses adhérents (22.000 à 24.000 personnes selon les périodes). L'ODS n'a jamais cherché à attirer à lui de nouveaux membres (et lorsqu'il l'a fait, en 1996, cela a été l'indice et le début d'une grave crise interne) ni à diversifier son implantation sociale et locale (par la création de mouvements associés, de jeunes par exemple, ou par la recherche de contacts avec les associations locales). L'ODS a valorisé la fidélisation au leader par l'offre d'une mobilité de carrière et par la rapide professionnalisation de ceux des permanents locaux du FC qui l'ont suivi. La dimension mobilisatrice d'un parti qui serait conçu comme l'intermédiaire entre la société et le pouvoir est étrangère au panthéon partisan de l'ODS. Ce dernier s'est voulu un parti de professionnels dès sa naissance. L'efficacité entrepreneuriale a été mise en avant en valorisant grandement les permanents exécutifs (appelés *managers*) en son sein. La principale structure de pouvoir interne (celle où se prennent les décisions importantes et qui est la plus valorisée en interne) est le comité exécutif (*Vykonna rada*) et la chaîne de commandement vertical qu'il contrôle dans les régions et les localités.

⁴⁷ L'ODS comptait par exemple, en 1995, 1328 sections locales et 92 organisations régionales (qui correspondent en fait à nos départements). A titre de comparaison, l'ODA avait 124 sections locales et 8 régionales (correspondant aux régions électorales). En revanche, les deux partis « traditionnels » que sont le Parti communiste de Bohême et Moravie et le Parti chrétien populaire (KDU-CSL) peuvent compter sur un maillage hérité de la période précédente : 7300 sections locales pour le premier et 2567 pour le second. A. Kroupa et T. Kostecky, art.cité, p.111.

Autrement dit, si l'ODS a, comme le soulignent certains auteurs, des liens distendus avec la société, ce n'est ni parce qu'il aurait une faible structure organisationnelle, ni parce que le potentiel mobilisateur aurait été absent. Au contraire, la République tchèque s'est distinguée par la force de la mobilisation en 1989 et par le fait que cette mobilisation, loin de se limiter à des manifestations de rue, s'est traduite par la constitution d'une vaste organisation politique sur l'ensemble du territoire. L'implantation locale existait, elle était, les leaders de l'ODS l'avaient compris, une ressource inestimable face aux autres formations nouvellement créées qui restaient sans relais local (ce qui est encore le cas de l'ODA et du Mouvement civique - OH- disparu aujourd'hui⁴⁸). Mais cette implantation locale n'a pas été convertie en potentiel de militance et encore moins en potentiel de mobilisation sociale (logique qu'on peut avoir à l'esprit si on raisonne en fonction de l'histoire des partis de masse ouvriers traditionnels). Les fondateurs de l'ODS ont dès le départ organisé le parti comme une entreprise ou comme une bureaucratie exécutive, avec une vision instrumentale clairement assumée (les statuts de 1992 en font " l'instrument de la victoire électorale ") et une spécialisation politique revendiquée. En ce sens, contrairement au modèle étudié à son époque par Roberto Michels, « l'oligarchisation » du parti n'a pas été l'effet pervers de son fonctionnement sur la longue durée mais semble bien avoir été le modèle que les fondateurs avaient en tête pour faire de leur parti un outil efficace pour la prise du pouvoir gouvernemental par voie électorale.

La définition et l'usage que propose Angelo Panebianco du « pouvoir organisationnel » sont particulièrement utiles à l'analyse des débuts de l'ODS comme des traits saillants que le parti gardera de cette période fondatrice⁴⁹. Le pouvoir organisationnel n'a pas été uniquement l'instrument d'une prise de contrôle du FC. Par le discours qui l'accompagnait et les ré-appropriations identitaires qu'elle a permises, l'organisation « managériale » de l'ODS a constitué un des éléments centraux d'une identité partisane intégratrice et exclusive (au sens où elle s'impose fortement aux nouveaux entrants et où sa remise en cause peut provoquer des scissions) qui reste pertinente encore aujourd'hui.

En somme, il nous paraît intéressant de savoir ce qui se joue dans les choix organisationnels fondateurs lorsque ceux-ci sont l'objet de luttes entre différents groupes d'acteurs au sein d'un parti en formation, et de vérifier si ces choix sont dotés d'une signification identitaire repérable, en interne comme vis-à-vis de l'électorat. Dans le contexte spécifique de la sortie du soviétisme, l'alternative entre la démocratie directe et la démocratie représentative au sein d'une organisation politique a acquis, aux yeux des acteurs en présence, une portée symbolique considérable. Pour les leaders fondateurs du Forum civique, le mouvement devait, par sa souplesse et son ouverture, encourager la participation du plus grand nombre aux affaires de la Cité. C'était autant les séquelles psychologiques et sociales laissées par le système précédent qui étaient visées que ses réalisations politiques et économiques. L'équipe

⁴⁸ Ce qui nuance la prétendue « efficacité » des partis de cadres à l'est...

⁴⁹ Le « pouvoir organisationnel » semble bien avoir été la ressource décisive de l'équipe de Klaus face à ceux qui, du côté des anciens dissidents, ne souhaitent pas utiliser l'organisation en tant qu'outil servant à « garantir, perpétuer ou renforcer le pouvoir de ceux qui la contrôlent ». Pour A. Panebianco, « le fonctionnement et les activités des organisations (sont à comprendre) avant tout en termes d'alliances et de luttes pour le pouvoir entre les différents groupes d'acteurs qui les composent ». L'auteur réintroduit ainsi la dimension politique dans une approche qui s'inspire par ailleurs de la sociologie des organisations. A. Panebianco, *Political parties : organization and power*. (trad. de *Modelli di partito*, 1982) Cambridge University Press, 1988, préface, p.xii.

dirigée par Vaclav Klaus reprend les structures du FC au service d'une vision différente de la sortie du soviétisme, fondée sur une lecture à la fois économique et idéologique du changement de régime. Le discours comme les réalisations de l'ODS désignent l'économie dirigée de type soviétique comme le principal adversaire et le parti comme l'outil politique privilégié qui doit être adapté à ce combat.

3/ L'ODS, agent privilégié de l'institutionnalisation d'une démocratie de partis en République tchèque

Après sa victoire électorale en juin 1992⁵⁰, le nouveau parti va chercher à renforcer la position des partis politiques au sein du système politique tchèque. La forme partisane d'organisation va être présentée comme seule garante du « professionnalisme » en politique et de l'efficacité dans la conduite des réformes vers l'économie de marché. Ce n'est plus la participation de tous qui est censée légitimer la démocratie, mais la spécialisation de l'activité politique par voie électorale. En ce sens, il a fourni un discours légitimateur inespéré à l'accélération considérable de la spécialisation politique qui débute après les élections de 1992. L'équipe de Vaclav Klaus a renforcé le rôle des partis politiques en cherchant à les présenter comme le seul canal légitime de participation à la politique « professionnelle ».

Une fois parvenu au gouvernement, l'ODS a en effet poursuivi dans cette logique en œuvrant au renforcement des partis politiques, et singulièrement des grands partis politiques (susceptibles de briguer le contrôle du gouvernement) dans le système politique tchèque. Ses options institutionnelles concernant le système politique dans son ensemble ont tenté, souvent avec succès, d'inverser la logique institutionnelle mise en place par ses prédécesseurs. Une fois au Parlement, l'ODS a notamment cherché à renforcer l'exécutif au détriment des contre-pouvoirs constitutionnels qu'étaient censés être, dans l'esprit des constituants de 1992, le Sénat et les collectivités régionales décentralisées. Toujours au nom de l'efficacité gouvernementale et de la stabilité politico-étatique, l'ODS a contourné la lettre constitutionnelle et retardé de plusieurs années l'établissement de l'un comme des autres. La question fédérale a été « réglée » lors de discussions au sommet entre directions partisans, et plus précisément entre les deux leaders partisans et gouvernementaux qu'étaient Meciar et Klaus⁵¹. L'ODS n'a jamais sérieusement envisagé de recourir au référendum, auquel

⁵⁰ En juin 1992, l'ODS obtient 29.7% des voix et 76 mandats au Conseil national tchèque appelé à devenir, le 1^{er} janvier 1993, la Chambre des députés de la désormais indépendante République tchèque. Il forme un gouvernement de coalition avec l'ODA (6%, 14 sièges), le KDU-CSL (6.3%, 15 mandats) et le KDS avec lequel il s'était présenté en coalition électorale. Par la suite, le parti conserve un électorat assez stable, même s'il décline légèrement : 29.6% en 1996 et 27.7 en 1998. Le gouvernement minoritaire formé par V. Klaus en juin 1996 est obligé de se retirer en décembre 1997, suite aux révélations concernant le financement de l'ODS qui ont fait scandale. Les élections anticipées de juin 1998 ont été emportées par le Parti social-démocrate (avec 32.3% des voix).

⁵¹ Sur ce point, voir : J. Rupnik, « Un bilan du divorce tchéco-slovaque », *Critique Internationale*, 2, 1999 et I. Abby, « The Breakup of Czechoslovakia : The Impact of Party Development on the Separation of the State », *East European Politics and Societies*, 11 (3), 1997.

appelaient plusieurs forces et institutions politiques, pour légitimer la séparation de la fédération⁵².

Dans le fonctionnement quotidien à l'assemblée ou au gouvernement, l'ODS a cherché à réduire le nombre des interlocuteurs légitimes dans la négociation et la décision politiques. V. Dvorakova et J. Kunc notent le déplacement historique rapide du lieu de la décision politique dans la période 1990 à 1996, de la direction du FC au Parlement, puis au gouvernement et enfin aux directions partisans⁵³. Comme ailleurs en Europe centrale, le changement de régime avait été marqué à ses débuts par une grande fragmentation partisane doublée d'une forte indiscipline parlementaire : à la veille des premières élections libres de juin 1990, 66 formations politiques avaient été enregistrées au ministère de l'Intérieur⁵⁴. Alors que quatre groupes parlementaires avaient été formés au lendemain du scrutin, ils étaient 11 en 1992⁵⁵. Pendant la seconde législature, en revanche, un mouvement inverse s'amorce, dans lequel l'ODS joue un rôle moteur. Le petit parti chrétien-démocrate KDS, qui s'était présenté en alliance avec l'ODS en 1992, fait fusion avec lui avant le scrutin de 1996. L'ODA refuse en revanche les avances de l'ODS dans ce sens. Après la scission de la Fédération, le principe majoritaire l'emporte dans le fonctionnement interne de l'assemblée législative de la République tchèque devenue indépendante. Alors qu'au sein du Parlement fédéral, le principe proportionnel avait été généralement respecté dans l'attribution des principales fonctions internes à l'assemblée, les partis de la coalition gouvernementale abandonnent ce principe après la scission de la Fédération et s'attribuent, dans la législature 1992-1996, la majorité de ces fonctions en s'appuyant sur le « principe majoritaire »⁵⁶. Diverses instances de négociation sont créées entre les états-majors des quatre partis de la coalition gouvernementale, qui contribuent à verrouiller la négociation politique. Selon l'importance du sujet, ces instances réunissent les seuls présidents des partis de la coalition, ou ces derniers secondés par les chefs des groupes parlementaires ou encore par le président et les vice-présidents de la Chambre des députés⁵⁷. Les arbitrages décisifs se font, selon V. Dvorakova et J. Kunc, dans l'instance la plus resserrée entre les chefs de partis. De ce fait, « les axes politiques prioritaires ne se décident pas lors des débats entre le gouvernement et le parlement, ni entre les partis de la coalition au sein du gouvernement. Ce sont les états-

⁵² Pour plus de développement sur les options institutionnelles des fondateurs du FC d'une part et de l'ODS d'autre part, je me permets de renvoyer à mon article « The Failure of Participatory Democracy in the Czech Republic », *West European Politics*, 24 (3) Juillet 2001, p.43-64.

⁵³ V. Dvorakova et J. Kunc, « Zrod ceskeho stranickeho system » (La naissance du système de partis tchèque », op. cité, p.55-63.

⁵⁴ M. Klima, « Consolidation and Stabilisation of the Party System in the Czech Republic, *Political Studies* (1998), XLVI, p.494.

⁵⁵ J. Reschova and J. Syllova, « The Legislature of the Czech Republic », *Journal of Legislature Studies*, 2, 1 (1996), p.100. Soulignons que, précisément pour « assurer le passage à un système de partis compétitif », le premier mandat avait été réduit de moitié. Cette législature « transitoire » devait durer 2 et non 4 ans...

⁵⁶ V. Dvorakova et J. Kunc, op. cité, p.61-62. Cette pratique a été abandonnée en 1996 : le gouvernement minoritaire dirigé par l'ODS n'était plus alors dans la position d'imposer cette disproportion de traitement au principal parti d'opposition, le parti social-démocrate.

⁵⁷ Les appellations données à ces instances en fonction du nombre de participants (*ctyrka*, *sedmicka*, *devitka*, *trinactka*) sont une référence patente à la *petka* de la Première République critiquée en son temps comme après 1989 (voir ci-dessus 1/).

majors partisans qui font le lien entre les partis. »⁵⁸ La période 1992-1996 a été celle d'une progressive routinisation de pratiques favorisant la prise de décision par les états-majors partisans des trois partis de la coalition gouvernementale (dominée par l'ODS aux côtés de l'ODA et du KDU-CSL⁵⁹).

Michal Klima détaille quant à lui les restrictions apportées par les nouvelles réglementations internes votées en avril 1995. Celles-ci avaient pour objectif de limiter « le tourisme parlementaire » de la période précédente⁶⁰. La procédure législative elle-même est strictement encadrée : les projets de lois sont adressés aux commissions parlementaires après une première lecture en séance plénière. Dans la mesure où les clubs parlementaires suivent généralement les recommandations de leurs états majors respectifs, la discussion du texte en commissions est largement sur-déterminée par le résultat de cette première lecture⁶¹. En ce sens, la thèse de Attila Agh sur la centralité du parlement ne se vérifie pas dans le cas tchèque : les groupes parlementaires ont été au contraire fortement bridés et disciplinés pendant cette période.

Dans ce domaine, l'ODS a pu « surfer » sur un processus institutionnel déjà entamé avant son accession au gouvernement et qu'il a largement renforcé. En 1990, les lois sur les partis politiques et sur les élections législatives et locales avaient été conçues dans une volonté d'équilibre entre l'ouverture du système vis-à-vis des nouvelles forces politiques, voire des nouvelles formes de participation politique (mouvements décentralisés, candidats indépendants), d'une part, et la stabilité gouvernementale et la limitation de la fragmentation partisane, d'autre part. Le système élaboré pour les élections législatives était proportionnel, avec un seuil à 5% et la possibilité d'un vote préférentiel. Les lois suivantes (1995) ont été en revanche dans le sens d'un resserrement du système et d'un avantage croissant aux principaux partis politiques et ceci jusqu'à rendre extrêmement difficile l'entrée au parlement (et aux subsides étatiques) aux nouvelles forces politiques. Les dispositions relatives au vote préférentiel semblent avoir un effet concret peu probant. Cette évolution a eu un aspect financier non négligeable. La législation tchèque concernant les allocations étatiques aux partis politiques et clubs parlementaires, en particulier, avantage les grands partis parlementaires⁶² mais limite les activités commerciales des partis. En ce sens, les élections

⁵⁸ Op. cité, p.62. Michal Klima évoque également le rôle important de ces instances (qui, après 1996 et la fusion entre l'ODS et le KDS, réunissent moins de responsables politiques), notamment dans le travail de pré-lecture des projets de lois, ce qui a pour effet d'encadrer le travail des parlementaires en fournissant aux clubs des partis de la coalition des recommandations de vote extrêmement précises. M. Klima, « Consolidation and Stabilization of the Party System in the Czech Republic » op. cité, p.503.

⁵⁹ Le KDU-CSL (parti chrétien-populaire) est né au printemps 1992 de la fusion entre un parti chrétien créé en 1989 (le KDU) et du Parti populaire, parti « traditionnel » qui avait continué à exister pendant la « démocratie populaire » sous l'égide du Front populaire dominé par le PCT.

⁶⁰ La formation d'un groupe parlementaire requiert un minimum de 10 députés (au lieu de 5 auparavant). De nouveaux groupes peuvent être créés pendant la durée de la législature, mais ils n'obtiennent pas de fonction de direction dans les commissions parlementaires. Klima, *ibidem*, p.502.

⁶¹ Cette discipline de vote n'a fait que se confirmer depuis lors et atteint 90 à 95 % des députés. Klima, *op.cité*, p.502.

⁶² Les partis représentés au Parlement obtiennent une subvention de 0.5 million de couronnes par mandat, en plus d'une subvention annuelle de 5 millions de couronnes. L'Etat alloue également de l'argent pour les activités des groupes parlementaires. M. Klima " Consolidation and Stabilisation of the Party System in the Czech Republic " *Political Studies*, *op.cité*, p.507.

sénatoriales (que l'ODS a finalement acceptées en 1996) ont signifié une hausse substantielle des revenus partisans en provenance du budget de l'Etat, pour les partis qui y sont représentés. Tout l'après 1989 peut ainsi se lire comme un processus de re-légitimation de la forme parti qui a consisté, en premier lieu, à en faire le seul compétiteur légitime en tant qu'outil " indispensable à la démocratie " (contre les " mouvements " politiques ou les candidats indépendants) puis, en second lieu, à faire du (ou des) parti(s) victorieux aux élections législatives l(es)'unique(s) dépositaire(s) légitime(s) du pouvoir et de la décision politiques.

La *success story* qu'a été au départ l'ODS n'a fait que renforcer un dispositif déjà mis en place en 1991. Coûteux en finances et en postes, ce système a imposé en quelque sorte au parti de rester autant que possible dans le jeu pour continuer à profiter, même une fois dans l'opposition, non seulement des financements publics mais également certaines importantes fonctions parlementaires négociées avec le parti social-démocrate. Le passage par l'opposition n'a pas occasionné un changement de modèle partisan fondamental, dans la mesure où l'ODS est resté un parti parlementaire important et que, comme tel, il continue à bénéficier d'importants subsides étatiques. L'expérience actuelle de l'ODS comme parti d'opposition depuis 1998 est à cet égard révélatrice : elle n'a pas été mise à profit, comme le souhaitaient certains des leaders du parti, pour nouer des liens plus forts et plus diversifiés avec la base et avec la société, mais a donné l'occasion à l'ODS de proposer à son principal concurrent, le parti social-démocrate, un " pacte " pour, d'une part, modifier la Constitution dans le sens d'un affaiblissement des pouvoirs du Président de la République et de la mise en place d'un scrutin majoritaire à un tour afin de « renforcer le rôle des élections comme pilier fondamental de la démocratie représentative en République tchèque »⁶³ et, d'autre part, amener le gouvernement minoritaire de Milos Zeman à soumettre au club parlementaire de l'ODS ses projets de lois avant chaque session ; en cas de litige, la négociation incombe aux chefs des groupes parlementaires puis, en cas d'échec, aux directions partisans⁶⁴.

Conclusion

Dans la compétition politique qui s'est rapidement développée en République tchèque après 1989 et dont l'un des enjeux principaux était le contrôle sur la détermination des nouvelles règles du jeu politique, l'ODS a pu s'appuyer sur le soutien d'une élite intermédiaire émergente présente sur l'ensemble du territoire. En revanche, ses adversaires – les anciens dissidents légitimés par la « révolution de velours »- ont été dépassés par l'imposition rapide des techniques partisans dans le jeu politique. Les modalités du type de leadership qu'ils développèrent, charismatique et peu institutionnalisé, indiquent qu'ils avaient compté, en pratique, sur une sorte de capacité de mobilisation *sui generis* de la société tchèque. Cette mobilisation a existé pendant la période de novembre et décembre 1989 mais qui, peu entretenue et pas institutionnalisée, est ensuite retombée. Leur attitude à la tête du FC a semblé guidée par une vision abstraite de l'engagement politique, semblable à un devoir moral, à une exigence intimement ressentie de prendre une part active à la reconstruction politique et sociale du pays.

⁶³ « Accord d'opposition » entre le Parti social-démocrate et l'ODS, version du 14 janvier 2000, introduction du second chapitre de l'accord portant sur les changements dans le système électoral.

⁶⁴ Ibidem, dernier chapitre « Accord sur la communication entre les clubs parlementaires ».

En pratique, les anciens dissidents n'ont pas entrepris un travail social et symbolique susceptible de construire un lien solide avec « leur base ». L'unanimité de leur discours privilégiait volontiers « les citoyens » aux minorités actives au sein du FC. Ce travail social aurait été pourtant justifié : il apparaissait d'autant plus nécessaire que la dissidence tchèque se réduisait, avant 1989, à des groupes assez isolés de la société dans son ensemble par une surveillance policière extrêmement serrée et par l'interdiction faite aux dissidents de poursuivre leurs activités professionnelles. La dissidence des années 1977-1989 était en effet à la fois peu nombreuse et mal répartie sur le territoire ; elle ne disposait pour sa publicisation que de quelques revues *samizdat* d'ailleurs moins nombreuses et constituant une lecture plus risquée qu'en Pologne, par exemple, à la même époque. L'agrégation par affinités professionnelles s'est avérée un canal politique plus facile, dans un contexte historique marqué par la faiblesse numérique et l'isolement symbolique des forces d'opposition à l'ancien régime. C'est ce canal qu'a utilisé l'ODS, contribuant par là à articuler la forme partisane avec la symbolique de l'entreprise et, plus généralement, à re-légitimer l'outil même de parti politique dans la démocratie en construction.

Magdaléna Hadjiisky
Doctorante I.E.P. de Paris (CERI, associée
CRAP)